

Libertés!

LE MENSUEL D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉDITION SPÉCIALE / DÉCEMBRE 2009

BELGIQUE- BELGIE
PP
1/2345 BXL X

Ne paraît pas aux
mois de juillet-août,
9, rue Berckmans
1060 Bruxelles

DÉPÔT À BRUXELLES X

YAKYE AXA COMMUNAUTÉ EN DANGER



VOUS AVEZ LE POUVOIR DE CHANGER LES CHOSES !

YAKYE AXA COMMUNAUTÉ EN DANGER



**EXPROPRIATION
FORCÉE**

**... 6 MORTS
DONT
4 ENFANTS
DE MOINS
DE DEUX ANS !**

Cette famille au bord d'une autoroute du Paraguay n'y est pas par hasard. C'est bien son lieu de vie car elle n'a nulle part ailleurs où aller ! Voilà près de dix ans qu'elle vit là. Comme 90 autres familles de la communauté Yakye Axa, elle espère pouvoir récupérer les terres de ses ancêtres. Ces familles vivent ici dans des conditions de vie déplorables, sans eau courante, sans terre à cultiver ni école, ni infrastructure médicale... Il y a juste un an, 6 membres de cette communauté sont morts, faute de soins appropriés. Parmi eux, 4 enfants âgés de moins de deux ans.

LES YAKYE AXA ET LES SAWHOYAMAXA INTERPELLENT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Comme pour les Yakye Axa, les Sawhoymaxaxa sont victimes des mêmes violations. Pour faire entendre leur voix, les Sawhoymaxaxa et les Yakye Axa se sont unis et ont introduit tous les recours nationaux possibles. Les autorités paraguayennes ne les ont pas entendus. En juillet 2005, la Cour interaméricaine des droits de

l'homme a ordonné à l'Etat paraguayen de restituer dans un délai de trois ans les terres revendiquées par ces communautés. Elle a aussi ordonné qu'il leur fournisse de l'eau, des soins médicaux, de la nourriture, des sanitaires et des matériaux éducatifs adéquats, tant que ces populations n'auraient pas récupéré leurs terres.

**À CE JOUR ET MALGRÉ UN
CHANGEMENT DE
GOUVERNEMENT EN 2008, LEUR
SITUATION RESTE INCHANGÉE !**

ENSEMBLE



EXIGEONS LA DIGNITÉ



« Depuis 20 ans, nous luttons pour récupérer notre terre ancestrale. Nous vivons au bord de la route et nos conditions de vie sont très précaires. Nous avons besoin de la solidarité d'Amnesty et de ses membres. »

José Gonzalez, Sawhoyamaxa.

En désespoir de cause, les Yakye Axa ainsi que les Sawhoyamaxa sont courageusement revenus au bord des propriétés où ils vivaient auparavant. Ils continuent à revendiquer la reconnaissance juridique de leurs droits sur une partie de la terre de leurs ancêtres.

CECI EST INTOLÉRABLE !

Aucune infrastructure n'existe pour vivre décemment le long de cette autoroute : ni eau courante, ni électricité, ni école, ni centre médical.

Pour trouver un point d'eau, il faut parcourir 13 kms. Marisa, 72 ans, ne peut plus le faire. C'est donc sa fille qui s'en charge. Mais subvenir aux besoins en eau d'une famille de 9 personnes est une tâche quotidienne éreintante. L'eau n'est d'ailleurs pas toujours potable, ce qui fait croître les risques sanitaires.

Ne pas pouvoir produire soi-même sa nourriture, comme le faisaient ces familles avant d'être expropriées, c'est dépendre d'une aide alimentaire très irrégulière. Une alimentation pauvre et non équilibrée engendre aussi des problèmes de santé. Ceux-ci ne peuvent être facilement résolus car bien évidemment il n'y a pas de services de santé à proximité. L'absence d'infrastructures médicales a entraîné plusieurs **décès qui auraient pu être évités.**

Enfin, les enfants ne peuvent être scolarisés. Ils sont donc condamnés dès l'enfance à une vie de misère.

Les droits humains sont indivisibles : l'absence de l'un d'entre eux entraîne une privation de droits en cascade. Droit à la propriété, droit à un travail décent, droit à l'alimentation, aux soins de santé, à l'éducation, ... pouvant parfois entraîner la mort !

Amnesty ne peut accepter que des communautés entières soient tenues à l'écart des droits réservés à l'ensemble des citoyens d'un pays.



DES CONDITIONS DE VIE INACCEPTABLES

EXPROPRIATION

Jusqu'à il y a quelques décennies, les Yakye Axa se livraient à leurs activités traditionnelles, chasse, pêche, apiculture, vitales pour sauvegarder leur mode de vie au Paraguay. Puis leurs terres ont été attribuées à des propriétaires terriens et ils en ont été chassés.

EXPLOITATION

Certains d'entre eux ont accepté de travailler comme agriculteurs ou serveurs pour le compte de ces nouveaux propriétaires, plutôt que se laisser mourir de faim. Les salaires sont très faibles, insuffisants pour faire vivre leurs familles.

PERTE DE L'IDENTITE CULTURELLE

Ces familles ont ensuite été déplacées en 1988 vers le nord du Paraguay, dans la région de Chaco, dans le cadre d'un programme de réinstallation organisé par l'Eglise. Malgré ce programme, elles se sont trouvées dans l'impossibilité de conserver leur mode de vie traditionnel. Petit à petit, leur culture spécifique s'est désagrégée.





CE QUE VOUS POURREZ CHANGER AVEC AMNESTY INTERNATIONAL

Depuis novembre 2008, les Sawhoyamaxa et les Yakye Axa ont demandé à Amnesty International de les soutenir dans leurs revendications.

Amnesty met toute son énergie en œuvre pour venir en aide à ces populations indigènes dont de nombreux droits sont bafoués. Elle a mobilisé ses chercheurs, fait connaître la situation de ces communautés dans le monde entier pour que s'insurgent tous ceux qui refusent les situations dramatiques où les droits les plus importants sont

ignorés, quel que soit l'endroit de la planète.

Des milliers de lettres de soutien commencent à affluer des quatre coins du monde. Des lettres de protestation aussi, adressées aux autorités paraguayennes.

Avec détermination et persévérance, les sympathisants d'Amnesty se battent jusqu'à ce que ces communautés indigènes retrouvent leurs terres et ce même si le Congrès du Paraguay a rejeté

il y a quelques mois le projet de loi du Président visant à rendre ces terres à leurs propriétaires d'origine.

Tous ensemble, nous avons le pouvoir de changer les choses.

**ENSEMBLE,
EXIGEONS LA
DIGNITÉ !**

(((EXIGEONS LA DIGNITÉ)))

Libertés!

Édition spéciale de *Libertés!*, réalisée par le programme Collecte de Fonds • Rue Berckmans 9 – 1060 Bruxelles • Tél : 02 538 81 77 Fax : 02 537 37 29 •

Éditrice responsable : Christine Bika • Supervision : Jean-Marie Pierlot • Rédaction : Jean-Marie Pierlot • Photos : Amnesty international • Graphisme : Vincent Riffart

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant des personnes qui défendent les droits humains universellement reconnus de tous les individus. Révoltés par les atteintes aux

droits humains mais animés par l'espoir d'un monde meilleur, nos sympathisants se mobilisent pour améliorer la situation en matière de droits humains en menant campagne et en faisant appel à la

solidarité internationale.

Prix Nobel de la Paix en 1977, Amnesty International réunit plus de 2,7 millions de membres et cotisants dans plus de 150 pays.

N° de compte : 001-200070-06

Amnesty International
Belgique francophone
9, rue Berckmans - 1060 Bruxelles
Tel: 02/538.81.77
www.amnesty.be

